

Grèce : l'UE constate

vendredi 29 juin 2012, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2012).

L'étude trimestrielle, en date de juin 2012, ayant pour titre « EU Employment and Social Situation » (107 pages) offre quelques indications sur la situation sociale en Grèce, outre les très nombreuses données sur les migrations Nord-Sud, sur le chômage, les sans-domicile fixe, etc. La chute du PIB (par rapport au même trimestre de l'année précédente) est la suivante : 1^{er} trimestre 2011 : -8% ; 2^e trimestre : -7,3 ; 3^e trimestre : -5,0 ; 4^e trimestre : -7,5 ; 1^{er} trimestre 2012 : -6,5 %.

Une fois de plus, nous avons la confirmation d'une dépression type années 1930. Le taux d'emploi de la population passe du 4^e trimestre 2010 au 4^e trimestre 2011 de 58,3% à 53,5%, soit une chute de 4,8%. Par comparaison, l'Espagne a connu une régression de -1,6% et le Portugal de -2,3%. Or, ce sont les deux pays du dit sud de l'Europe les plus marqués par la récession. Le temps de travail hebdomadaire, à taux plein, pour les personnes disposant d'un emploi est le suivant : 42,1 heures pour 2009, 42,3 pour 2010, 42,4 pour 2011. La dépression n'a pas fait diminuer la durée du travail de ceux, moins nombreux, qui disposent d'un emploi. Il y a là l'expression statistique d'un des éléments de l'accroissement du taux d'exploitation, soit celui de la durée du temps de travail. Evidemment, ne sont pas pris en compte, dans ce genre de statistiques, tous les temps de travail effectif de celles et ceux qui sont classés dans les catégories : travail temporaire, travail à temps partiel, etc.

Le rapport indique que lors du premier trimestre 2012 l'emploi a chuté de 8,7% par rapport au premier trimestre 2011. C'est un bon indicateur de l'explosion du chômage. Autrement dit, 400'000 emplois ont été perdus, officiellement, dans la période allant de mars 2011 à mars 2012. En Espagne, avec une population active plus de cinq fois supérieure, les pertes d'emplois, sur la même période, sont estimées à 660'000 (ce qui est une sous-estimation, comme l'est d'ailleurs le chiffre concernant la Grèce). Au Portugal, la perte d'emplois s'élève à 210'000.

Pour ce qui est des Grecs de la tranche d'âge allant de 15 à 35 ans, l'enquête indique que 63% envisagent la possibilité d'émigrer. Par contre, 37% envisagent une émigration à long terme, soit quitter la Grèce. On saisit ici le choc profond que subit la société.

La population qui se situe sur la ligne de crête de la pauvreté et « risque d'être socialement exclue » était estimée en 2010 à 27,7%. Il n'y a pas de données nouvelles concernant la paupérisation de la population. Toutefois, des indicateurs montrent la progression du processus. Le nombre de sans-logis a augmenté de 25% en 2011 par rapport à 2009, en particulier dans la ville d'Athènes et dans celle du Pirée, de fait rattachée à la conurbation athénienne, mais massivement plus populaire. Enfin, les personnes disposant d'un revenu qui se situe à hauteur de 60% du revenu médian (soit la définition statistique de la pauvreté), ou à moins de 60%, doivent dépenser plus de 40% de leurs maigres revenus pour le seul logement et/ou pour payer les hypothèques. Tout indique que cette part des dépenses pour ce seul poste ne cesse d'augmenter, d'une part pour les retraités, d'autre part pour toutes celles et ceux au chômage ou ayant vu leurs revenus diminuer de 20 à 30%. La file des sans-domicile fixe ne peut donc que continuer de s'allonger.

Voilà quelques données succinctes de la situation d'une société qui devrait être placée, dans le futur, sous un régime de diète plus strict. Est-ce de cela que l'on discute au sommet européen ?

Charles-André Udry

P.-S.

* <http://alencontre.org/>